

LE RCD PROPOSE UNE DIMINUTION DE SA DURÉE

# Un service national de 6 mois

**Ali Brahimi, député du Rassemblement pour la culture et la démocratie, a saisi le ministre délégué à la Défense nationale à propos de la révision de la durée du service national. Le parlementaire propose une durée de 3 et 6 mois au lieu de 18 mois actuellement.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le député auteur de cette question estime que le Service national est une institution qui n'a plus pour mission essentielle le développement économique.

«Au début des années 1970, sur la base d'un modèle économique étatisé, l'Etat algérien a fait de l'institution du service national un cadre de participation gracieuse du jeune algérien, durant 24 mois, à l'effort de



Six mois suffisent amplement !

développement national. Le service national fut une institution économique publique au sens propre du mot.

Le fameux barrage vert, entre autres projets, illustre on ne peut mieux les efforts

et les sacrifices que la nation reconnaît à notre jeunesse (...) L'abandon du concept de Service national au profit de celui de la professionnalisation de l'armée imposait de réviser radicalement la

question de la durée du service national», écrit le député Ali Brahimi. Ce dernier estime que «l'institution militaire n'a plus à s'alourdir des dépenses et des responsabilités diverses» du moment que l'instruction du jeune Algérien se limite à «la formation au maniement des armes et aux arts de la guerre».

D'où la question adressée au ministre délégué à la Défense nationale : «Qu'est-ce qui empêche jusqu'à maintenant les autorités de revoir à la baisse la durée du service militaire comme l'implique la nouvelle stratégie de défense nationale que votre secteur a initiée?».

Ali Brahimi estime que des durées de 3 mois pour les hommes de troupes et de 6 mois pour les officiers «suffisent amplement».

T. H.

BENBOUZID L'A ANNONCÉ  
HIER À TIZI-OUZOU

## L'école le jeudi, c'est fini !

C'est à partir de Tizi-Ouzou où il était en visite de travail, hier, que Boubekeur Benbouzid a annoncé ce que d'aucuns considèrent comme quelques-unes des décisions majeures prises par le ministre de l'Éducation ces dernières années. En effet, ce que beaucoup de spécialistes des questions de l'éducation recommandaient, il est désormais officiellement acquis que les enfants n'iront plus à l'école les jeudis. Semaine de cinq jours, a donc décidé Boubekeur qui, sur sa lancée, a affirmé que l'Etat fera en sorte que toutes les écoles du pays soient dotées de leur propre cantine, comme ce fut le cas hier pour l'école Mimoun, un des établissements sis dans un quartier les plus peuplés de Tizi-Ouzou.

Sur le plan de l'infrastructure toujours, le ministre a laissé entendre qu'un grand chantier allait incessamment s'ouvrir, à travers les quatre coins du pays, là où sont localisés les établissements érigés en préfabrique.

Sur le plan purement pédagogique, Boubekeur Benbouzid a fait état de la prochaine mobilisation de pas moins de seize mille enseignants pour subir des stages dans la perspective de leur intégration dans le premier palier de l'enseignement qui verra, en première année, le volume horaire passer de vingt-sept heures à vingt-quatre heures par semaine avec un programme plus allégé qu'il ne l'est en ce moment.

Azidine Maktour

## HARRAGA

# 64% ont embarqué depuis l'ouest

**Les côtes ouest du pays restent de loin les rivages qui enregistrent le plus de «sauts» harraga vers des ciels européens rêvés plus cléments. Sur l'ensemble des harraga, tentatives réussies ou avortées, plus de 64% embarquent depuis les côtes de l'ouest, contre 33,82% de l'est, 1,7% du centre et un infime 0,035% du sud. Cette statistique est du ministre de la Solidarité nationale, Djamel Ould Abbès.**

**Sofiane Aït-Ilis - Alger (Le Soir)** - Le ministre, qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio Chaîne I, invité qu'il était de l'émission «Fi El Ouadjiha», a également estimé à 1 568 les sauvetages en mer effectués par les brigades des gardes-côtes durant l'année 2007.

Parmi ces harraga ainsi secourus, 1 300 se trouvaient en danger de mort. Le phénomène Harraga, qui meuble dramatiquement l'actualité nationale, est allé crescendo. En 2005, le nombre de sauvetages effectués en mer était de 335.

Le ministre de la Solidarité reconnaît que le phénomène est plus vieux que certains ne le pensent. «L'immigration clandestine ou secrète n'est pas un phénomène nouveau. Avant, les jeunes embarquaient clandestinement à bord des navires de transport de voyageurs ou de marchandises», a affirmé Ould Abbès, avouant abhorrer le vocable harraga. Le ministre a expliqué

cette ascendance de la courbe des harraga par la constitution de réseaux bien organisés.

Des réseaux qu'il a qualifié de marchands de la mort et qui exploitent la détresse des jeunes. La place à bord d'une felouque de fortune à peine large de 6 mètres et où doivent s'entasser 8 à 10 personnes coûte entre 400 000 et 800 000 DA. Que faire face à ce phénomène qui tient en alerte l'Etat et en haleine l'opinion nationale ?

Le ministre de la Solidarité a fait cas du durcissement et du renforcement des mesures de lutte contre les réseaux qui organisent ces périlleuses traversées de la Méditerranée. «Les services de sécurité travaillent au démantèlement des réseaux», a déclaré Ould Abbès, avouant, cependant, ne pas disposer d'un bilan de cette lutte. Comme mesure de lutte contre l'immigration clandestine, le ministre a fait aussi état d'un travail de sensibilisation envers les familles ainsi que la mise en place d'une cellule d'écoute fonctionnelle H-24. Les causes du phénomène harraga sont, selon Ould Abbès, multiples. Il a sérieusement, outre la difficulté économique, le manque de loisirs et l'influence des télévisions



1 568 sauvetages en mer en 2007.

satellitaires. Ould Abbès reconnaît, une fois n'est pas coutume, que la répartition des richesses nationales est inéquitable. L'aveu est intéressant, puisqu'il reconnaît par ailleurs que le pays est

riche. Le contraste est terrible entre un ministre qui dit que personne ne meurt de fin en Algérie et le témoignage poignant d'un harraga qui avoue ne pas avoir de quoi s'offrir une paire de chaussures et cet autre qui affirme avoir vu des pères de famille fouiller dans les poubelles pour se nourrir et nourrir leur progéniture.

Le ministre de la Solidarité commet un autre aveu qui démontre tout le tort fait à cette jeunesse dont on n'a cessé de dire qu'elle bénéficie de toutes les attentions et encouragements. «Sur les 65 jeunes candidats à l'émigration clandestine que j'ai eu à rencontrer à Oran, 35 avaient effectivement des dossiers dans le cadre de l'emploi des

jeunes que les banques refusaient de financer». Invité à s'exprimer sur la question, le sociologue Nasser Djabi a parlé de la complexité du phénomène que la raison économique n'explique pas à elle seule. «Le jeune Algérien a aussi besoin de sortir avec sa copine, d'aller voir un film, de se promener tranquillement. Ce qui n'est pas évident en Algérie», a-t-il dit. Ould Abbès, qui n'a pas osé ainsi dire les choses, a acquiescé. En fait, ce qu'a dit Djabi, c'est que le jeune, en plus d'être sevré de toute cause nationale ou idéal politique, étouffe. «Tant que les solutions envisagées relèveront du pur économique, le phénomène restera», a-t-il conclu.

S. A. I.

## L'instruction de Belkhadem

Le chef du gouvernement a instruit les banques d'accélérer le traitement des dossiers des jeunes ayant postulé pour un financement de leurs projets. L'affirmation est de Djamel Ould Abbès.

## Hausse du filet social

L'indemnité octroyée aux jeunes employés dans le cadre du filet social pourrait être revue à la hausse. Ould Abbès a révélé que le chef du gouvernement est prêt à revoir à la hausse cette indemnité qui est aujourd'hui de l'ordre de 3 000 DA par mois.

## 90 000 locaux réalisés

Le ministre de la Solidarité a informé que sur les 154 000 locaux promis dans le cadre du programme 100 locaux par commune, 90 000 sont déjà réalisés. Le reste le sera d'ici la fin 2008.